



**« C'est de l'enfer des pauvres
qu'est fait le paradis des riches »**

Victor Hugo

La crise covid n'a fait qu'accentuer les inégalités :

Les milliardaires français ont bénéficié d'une reprise exceptionnelle puisqu'ils ont gagné 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020. C'est 2 fois le budget de l'hôpital public.

C'est la troisième plus forte progression après les Etats-Unis et la Chine.

Dans le même temps, un million de personnes seraient tombées dans la pauvreté en France en 2020 (associations caritatives). Un des signes : l'explosion de nombre de bénéficiaires à l'aide alimentaire : on comptait 8 millions de bénéficiaires à l'automne 2020, alors qu'ils étaient 5,5 millions avant la crise.

Les salaires des « premier·es de corvée » devaient être revalorisés, disait-t-on, quand était vital leur rôle pour la société : il n'en n'a rien été et nombre de salarié·es connaissent les fins de mois difficiles, l'endettement ... la hausse des prix des produits de première nécessité n'arrange rien

Empêcher un monde d'après

Les luttes dans nombre d'entreprises et de secteurs ouvrent des possibilités de changement : dans le secteur de l'Hôtellerie-restauration le refus massif d'accepter – comme avant - n'importe quelles conditions de travail et de salaire conduit le patronat à accepter des augmentations entre 16 et 30 %!

Pourquoi ne pas augmenter dans les mêmes proportions les salarié·es de l'aide à la personne ?
Et les autres métiers socialement dévalorisés où les femmes largement majoritaires subissent bas salaires et précarité ?

Ce gouvernement, les libéraux de tout poil, veulent continuer cette politique de « quoi qu'il en coûte » qui a largement profité aux actionnaires, aux hauts revenus et patrimoines.

Avec la réforme de l'assurance chômage, il baisse les allocations des précaires et accentue la chasse aux chômeurs. Pour contrer les augmentations de salaire, il veut contraindre chômeurs·ses et précaires à accepter n'importe quel emploi pendant qu'il bloque le SMIC.

Toute lutte pour le pouvoir d'achat implique l'abrogation de la « réforme » de l'assurance chômage, outil essentiel de pression sur tous·tes les salarié·es.



Face à la hausse des inégalités, l'urgence de taxer les plus riches



Toutes les forces qui refusent le « paradis des actionnaires » aux dépens des salarié.e.s et des chômeurs-ses doivent s'unir autour de l'exigence du refus des inégalités.

Par des mesures rapides qui répondent à l'urgence sociale :

Revenu minimum à 1250€, revalorisation immédiate du Smic et augmentation des salaires (un gouvernement dispose d'outils pour contraindre le patronat)

A terme une véritable sécurité sociale universelle qui garantisse contre les pertes d'emploi : c'est aussi là se donner un outil pour une transition écologique qui ne doit pas attendre.

Une réduction du temps de travail massive sans perte de salaire ni dégradation des conditions de travail, des droits acquis pour les salarié.es doivent contribuer à abolir le chômage

Des mesures immédiates et à terme de reconstruction – et d'extension - des services publics et collectifs garants de l'égalité



Les inégalités sont les résultats de choix politiques. L'argent nécessaire est disponible. Il suffit d'avoir la volonté politique de taxer les riches. C'est un choix de société pour éviter la sécession des riches qui ne veulent plus contribuer aux dépenses communes.

1 Par un prélèvement sur les patrimoines des 5% les plus riches, qui ont triplé dans les années libérales et encore avec la crise COVID. Prendre 10, 15, 20% ou plus n'empêchera pas Bernard Arnaud de vivre.

2 Par une augmentation des cotisations sociales et fiscales qui mette fin à un système qui permet aux plus favorisés d'échapper à l'impôt (optimisation et fraude fiscale – les deux se ressemblent ! – utilisation de la sous-traitance...)



De telles propositions ne peuvent venir d'en haut. Seules nos mobilisations peuvent les garantir : que partout des assemblées populaires s'emparent de ces alternatives, qu'elles investissent le débat public de cette priorité